

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 965

[2003/200310]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle eau relative au nettoyage industriel de véhicules de transport de liquides et de bateaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu, le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement**Section I<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises à la rubrique n° 74.70 : nettoyage industriel (installation fixe pour le nettoyage des trains, autobus, avions, navires, citernes de camion, fûts, ... à caractère commercial et/ou industriel) à l'exclusion du nettoyage des fûts.

*Section II. — Conditions de déversement**Sous-section I<sup>re</sup> — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires*

**Art. 2.** Les eaux usées industrielles rejetées en eaux de surface ordinaires respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6.5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg d'oxygène par litre;

3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg par litre;

4° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0.5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

5° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

6° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en phosphates des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg P par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 900 kg P par mois avant épuration;

8° la teneur en azote Kjeldahl des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg N par litre;

9° la teneur en phénol des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg par litre;

10° la teneur en cyanures facilement décomposables des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg CN par litre;

11° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Cr par litre;

12° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0.2 mg Cr par litre;

13° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Zn par litre;

14° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Pb par litre;

15° la teneur en fer total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Fe par litre;

16° la teneur en aluminium total des eaux déversées ne peut dépasser 6 mg Al par litre;

17° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

18° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

19° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

20° lorsqu'une ou des substance(s) dangereuse(s) est (sont) susceptible(s) d'être présente(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera (seront) limitée(s) dans les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s). Pour les substances volatiles, les conditions de rejet doivent être respectées en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents.

*Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics*

**Art. 3.** Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9.5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9.5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

3° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

4° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

- 5° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;  
6° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;  
7° la teneur en cyanures facilement décomposables des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg CN par litre;  
8° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Cr par litre;  
9° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0.2 mg Cr par litre;  
10° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Zn par litre;  
11° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Pb par litre;  
12° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;  
13° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;  
14° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;  
15° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;  
16° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;  
17° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;  
18° lorsqu'une ou des substance(s) dangereuse(s) est (sont) susceptible(s) d'être présente(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera (seront) limitée(s) dans les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s). Pour les substances volatiles, les conditions de rejet doivent être respectées en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents.

Sous-section III. — Volumes de référence

**Art. 4.** Les conditions de déversement pour les installations visées à l'article 1<sup>er</sup> sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de 1 m<sup>3</sup> par opération de nettoyage sur base d'une capacité de cuve à nettoyer de 10 m<sup>3</sup>.

Sous-section IV — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

**Art. 5.** Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

**Art. 6.** La mesure du « métal total » pour les conditions des articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH<sub>2</sub>.

Sous-section V. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 7.** L'arrêté royal du 2 août 1985 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des installations pour le nettoyage des véhicules et bateaux fluviaux affectés au transport de liquides, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics est abrogé.

**Art. 8.** Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut excéder le 31 octobre 2007.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 965

[2003/200310]

**16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der industriellen Reinigung von Fahrzeugen für den Transport von Flüssigkeiten und von Schiffen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Beschließt:

#### EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

##### Abschnitt I — Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in der Rubrik Nr. 74.70: industrielle Reinigung (ortsfeste Anlage für die Reinigung der Züge, Autobusse, Flugzeuge, Schiffe, Tanks von Lastwagen, Fässer, à kommerzieller oder industrieller Art) angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar.

##### Abschnitt II — Ableitungsbedingungen

###### Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 2** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6.5 und 9.5 liegen. Wenn das abgeleitete Abwasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9.5 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

5° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° für jede Ableitung von mindestens 900 kg P pro Monat vor der Klärung darf der Gehalt an Phosphaten des abgeleiteten Abwassers 5 mg P pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Kjeldahl-Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg N pro Liter nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Phenol des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an leicht zersetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an hexavalentem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,2 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an totalem Eisen des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Fe pro Liter nicht überschreiten;

16° der Gehalt an totalem Aluminium des abgeleiteten Abwassers darf 6 mg Al pro Liter nicht überschreiten;

17° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

18° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

19° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;

20° wenn ein oder mehrere gefährliche Stoffe in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen in den Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt. Für die flüchtigen Stoffe müssen die Ableitungsbedingungen vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft eingehalten werden.

###### Unterabschnitt II — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 3** - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Abwasser unterliegt folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des Abwassers muss zwischen 6 und 9.5 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9.5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

4° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter, nicht überschreiten;

5° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an leicht zersetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

- 9° der Gehalt an hexavalentem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,2 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;
- 10° der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;
- 11° der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;
- 12° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 13° der Gehalt an aus Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 14° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
- 15° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Ole, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
- 16° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 17° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;
- 18° wenn ein oder mehrere gefährliche Stoffe in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen in den Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt. Für die flüchtigen Stoffe müssen die Ableitungsbedingungen vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft eingehalten werden.

#### Unterabschnitt III — Referenzvolumen

**Art. 4** - Die Ableitungsbedingungen für die in Artikel 1 erwähnten Anlagen werden je nach dem spezifischen Referenzvolumen von 1 m<sup>3</sup> pro Reinigungsvorgang auf der Grundlage eines Nutzinhalts des zu reinigenden Behälters von 10 m<sup>3</sup> festgelegt.

#### Unterabschnitt IV. — Analyse- und Probenahmemethoden

**Art. 5** - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

**Art. 6** - Die Messung des "totalen Metalls" für die Bedingungen der Artikel 2 und 3 der vorliegenden Sektorbedingungen erfolgt mit einer auf 2 pH versäuerten ungefilterten Probe.

#### Unterabschnitt V. — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

**Art. 7** - Der Königliche Erlass vom 2. August 1985 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus Anlagen zur Reinigung der zum Transport von Flüssigkeiten bestimmten Fahrzeuge und Binnenschiffe in das gewöhnliche Oberflächenwasser und die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 965

[2003/200310]

**16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de industriële reiniging van voertuigen voor het vervoer van vloeistoffen en van schepen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

*Afdeling I. — Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder volgende rubriek :

Nr. 74.70 : Industriële reiniging (vaste installatie voor de schoonmaak van treinen, bussen, vliegtuigen, schepen, vrachtwagenstanks, vaten, ... van commerciële en/of industriële aard) met uitzondering van de reiniging van vaten.

*Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden*

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 2.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6.5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6.5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 100 mg per liter;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 100 mg per liter;

4° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

5° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

6° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan fosfaten is niet hoger dan 5 mg P per liter voor elke lozing van 900 kg P of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

8° het gehalte aan N-Kjeldahl is niet hoger dan 60 mg N per liter;

9° het gehalte aan fenol is niet hoger dan 1 mg per liter;

10° het gehalte aan vlot ontleedbare cyaniden is niet hoger dan 0,1 mg CN per liter;

11° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 2 mg Cr per liter;

12° het gehalte aan zeswaardig chroom is niet hoger dan 0,2 mg Cr per liter;

13° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 3 mg Zn per liter;

14° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 0,1 mg Pb per liter;

15° het gehalte aan totaal ijzer is niet hoger dan 3 mg Fe per liter;

16° het gehalte aan totaal aluminium is niet hoger dan 6 mg Al per liter;

17° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

18° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

19° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen;

20° bij een mogelijke aanwezigheid van één (meer) gevaarlijke stof(fen) in de lozingen, voorzien de bijzondere voorwaarden in een beperkte concentratie ervan. De beperking wordt vastgelegd naar gelang van het milieueffect dat eigen is aan die stof(fen). Vluchtige stoffen vallen onder de lozingsvoorwaarden die in acht genomen worden stroomopwaarts van elke installatie met beluchtingssysteem.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 3.** Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9.5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of lager dan 6;

2° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

3° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 200 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

4° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 15 mg per liter;

5° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

6° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

7° het gehalte aan vlot ontleedbare cyaniden is niet hoger dan 0,1 mg CN per liter;

8° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 2 mg Cr per liter;

9° het gehalte aan zeswaardig chroom is niet hoger dan 0,2 mg Cr per liter;

10° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 3 mg Zn per liter;

11° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 0,1 mg Pb per liter;

12° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;

13° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;



14° de température is niet hoger dan 45 °C;

15° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

16° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

17° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen;

18° bij een mogelijke aanwezigheid van één (meer) gevaarlijke stof(fen) in de lozingen, voorzien de bijzondere voorwaarden in een beperkte concentratie ervan. De beperking wordt vastgelegd naar gelang van het milieueffect dat eigen is aan die stof(fen). Vluchtige stoffen vallen onder de lozingsvoorwaarden die in acht genomen worden stroomopwaarts van elke installatie met beluchtingssysteem.

#### Onderafdeling III. — Referentievolumes

**Art. 4.** De lozingsvoorwaarden voor de installaties bedoeld in artikel 1 worden vastgelegd op grond van het specifieke referentievolume van 1 m<sup>3</sup> effluent per reinigingsoperatie op basis van een te reinigen kuipcapaciteit van 10 m<sup>3</sup>.

#### Onderafdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

**Art. 5.** Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

**Art. 6.** Wat betreft de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3, wordt « totaal metaal » gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH<sub>2</sub>.

#### Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de inrichtingen voor het reinigen van wagens en binnenschepen welke vloeibare producten transporteren, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

**Art. 10.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 966

[2003/200309]

#### 16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle eau relative à la fabrication de savons et détergents, de produits d'entretien, de parfums et de cosmétiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

*Section 1<sup>re</sup>.* — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

n° 24.51 : fabrication de savons et détergents, de produits d'entretien et de nettoyage non visés par une autre rubrique.

n° 24.52 : fabrication de parfums et cosmétiques.